

E 2300 Paris 43

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

RP

Paris, 8 octobre 1890

Au cours de la tournée de visites que j'ai été appelé à faire en rentrant à Paris, j'ai eu l'occasion de recueillir les quelques informations suivantes, qui me paraissent pouvoir Vous être signalées:

L'entrevue des Empereurs d'Allemagne et de Russie à Nerva a eu pour résultat, à ce que m'a dit M. Ribot, que l'Allemagne a promis de ne pas reconnaître actuellement le Prince Ferdinand de Bulgarie, et que la Russie a promis de son côté de ne pas faire de politique active contre le prince et de s'abstenir contre lui des moyens dont elle avait usé envers Alexandre de Battenberg. Ce renseignement m'a été confirmé par un des représentants de la Triple Alliance à Paris. Je pense que nous pouvons le considérer comme exact. De source française, on m'a dit d'ailleurs que l'impression produite à la cour de Russie par l'Empereur Guillaume II avait été plutôt meilleure que lors de la visite à Pétersbourg peu après l'avènement de ce souverain au trône, qu'il s'était montré «défèrent» envers le Czar et que les relations personnelles des deux souverains avaient été bonnes¹ —

1. Cf. le rapport de Roth à Droz du 28 octobre 1890:

[...] Bei der Entrevue in Russland habe sich Kaiser Alexander Kaiser Wilhelm gegenüber aus eigener Initiative und in bündigster Weise u. a. auch dahin ausgesprochen, dass es ihm nie einfallen werde, eine Allianz mit dem derzeitigen Frankreich einzugehen. Er setze nicht das geringste Vertrauen in die französische Regierung und in die französischen Zustände überhaupt. [...] (E 2300 Berlin 10).

on a ajouté que le Czar avait insisté à Paris pour l'envoi à ces manœuvres d'un général français en mission spéciale, et avait été envers celui-ci d'une courtoisie particulière; l'Empereur Guillaume de son côté s'est montré fort gracieux envers ledit général français (M. de Boisdeffre).

De source anglaise, on m'a dit qu'en revenant des manœuvres russes, l'Empereur Guillaume aurait dit à un de ses parents d'Angleterre que la paix était assurée pour différents motifs et notamment parce que décidément le Czar n'était personnellement pas belliqueux ni même courageux (le mot aurait été encore plus expressif).

Pour en finir avec l'entrevue de Nerva, on m'a déclaré au Ministère des Affaires étrangères que l'histoire de la capture de l'Empereur Guillaume au cours des manœuvres était une fable.

On n'a ici aucun renseignement sur les résultats politiques des entrevues entre les souverains d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, on se montre convaincu qu'il y a été très peu parlé de politique, qu'on n'y a rien changé à l'entente intime austro-allemande, et qu'après comme avant, cette entente reste le fond de la politique de Berlin et (avec moins d'enthousiasme peut-être) de Vienne.

Quant aux relations franco-italiennes, M. Ribot me dit que les finances du Royaume sont décidément malades, que le trésor italien est vide, beaucoup plus vide qu'on ne le croit généralement et que M. Crispi est obligé de chercher de tous les côtés un moyen de sortir victorieusement des élections; le fond de la politique italienne, selon M. Ribot est: «Nous voudrions être militairement avec l'Allemagne, maritiment avec l'Angleterre et financièrement avec la France.» M. Ribot ajoute qu'il est exact que M. Crispi a cherché à organiser un coup sur la Tripolitaine; qu'il est exact que des armements ont été faits, mais qu'on l'a refroidi de Londres et de Berlin, et qu'en outre l'opération n'est pas si simple, attendu qu'il faut un matériel naval énorme pour transporter 20.000 hommes, sans compter que la Tripolitaine dispose de 10.000 hommes de bonnes troupes non compris les irréguliers et non compris la Turquie, avec laquelle l'Italie n'osera pas risquer une guerre. L'entreprise paraît donc abandonnée.

D'autre part, mon collègue d'Italie m'a dit qu'à diverses reprises au cours de cet été, M. Ribot avait tenté de lui insinuer que l'Italie serait dans une situation bien meilleure en se retirant de la Triple Alliance, qui lui impose des charges militaires énormes, et en recouvrant son entière liberté d'action. C'est aller bien vite en besogne, selon mon interlocuteur. Rien ne démontre que, si l'Italie n'a plus d'alliances, elle aura moins de charges militaires; il est probable au contraire que, n'étant plus assurée de la paix du côté de l'Autriche, elle devra se mettre en mesure de se défendre de deux côtés et aura encore plus de dépenses à faire. La France, isolée, est assez mal venue à venir dire à Rome: je n'ai point d'alliances; je m'en trouve fort mal; faites comme moi. A Rome, on ne peut s'empêcher de penser que l'Angleterre sera toujours plus favorable à l'Austro-Allemagne qu'à la France, tant qu'à Vienne et à Berlin on sera peu sympathique à la Russie; or le poids de l'Angleterre pèse beaucoup dans une balance internationale. Si la France, a continué mon interlocuteur, ne se mettait pas en avant, si elle faisait faire par la Russie des ouvertures à Rome, non pas pour une politique d'isolement, mais en proposant un autre système d'alliances, et bien! chacun sait qu'il y a différentes combinaisons possibles; mais le moyen d'aboutir n'est pas de vou-

66

29 OCTOBRE 1890

loir tuer M. Crispi; car on ne le tuera pas à Paris. L'échéance de la Triple Alliance n'est d'ailleurs pas encore là.

Ce curieux entretien est assez conforme au goût italien de faire et de rouler constamment des combinaisons politiques. *L'impression unanime reste d'ailleurs qu'on est sur toute la ligne et aussi complètement que possible à la paix et que tous les gouvernements y travaillent en parfaite sincérité.*